

Commémoration du 80<sup>ème</sup> anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 et du 75<sup>ème</sup> anniversaire de la capitulation sans condition du 8 mai 1945

Nous commémorons aujourd'hui, en une même cérémonie, le 80<sup>ème</sup> anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, prononcé par le Général de Gaulle, alors sous-secrétaire d'Etat à la Défense, depuis Londres et le 75<sup>ème</sup> anniversaire de la capitulation sans conditions des armées nazies, le 8 mai 1945 à Berlin.

Les faits sont connus. Rappelons-les toutefois brièvement. Après neuf mois d'attentisme, les troupes alliées subissent à partir de mai 1940 de plein fouet un Blitzkrieg qui anéantit en 6 semaines les forces françaises. Avant même de connaître les conditions allemandes, le maréchal Pétain ordonne le 17 juin 1940 aux troupes françaises de cesser le combat. Le 18 juin, puis du 19 à la fin juin 1940, en plusieurs messages diffusés par la BBC, le général de Gaulle appelle à la résistance et à la poursuite du combat. Ce combat, militaire, politique, le général de Gaulle n'aura de cesse de le mener cinq années durant, s'appuyant au départ sur sa légitimité de seul membre du gouvernement français encore libre, pour enfin, avec le concours des armées alliées, restaurer la France en tant qu'état démocratique et souverain. Le 8 mai 1945 à Berlin, les derniers chefs nazis signaient la capitulation sans conditions des troupes allemandes. La guerre cessait en Europe, dévastée et exsangue, mais continuait dans le Pacifique pour encore 4 longs et cruels mois.

Quelles leçons tirer de ces deux faits historiques : l'appel du 18 juin 1940 et la capitulation sans conditions du 8 mai 1945 ?

Quasi dès le lendemain de la signature du traité de Versailles en 1919, les grandes démocraties vont de silence en attermolements, de laisser-faire en capitulations, de trahisons en connivences, faire le jeu des dictatures fascistes, nazies ; certains allant jusqu'à « préférer être brun plutôt que rouge, plutôt que la guerre ». Le silence au mieux, l'admiration pour certains lors de la prise du pouvoir par le fasciste Mussolini après sa « marche sur Rome » en 1922. Le silence encore de ces mêmes démocraties face à la prise de pouvoir par Hitler en 1933. L'inaction, face à la réoccupation de la Rhénanie et la recréation d'une marine de guerre allemande en violation par les nazis des traités internationaux, le silence face à l'agression fasciste de l'Éthiopie. Et cette fausse neutralité face à l'attaque de la république espagnole par les troupes du fasciste Franco en 1936, le laisser-faire face à l'Anschluss de l'Autriche au III<sup>o</sup> Reich en 1938 et même la connivence avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, lors du dépècement de la malheureuse Tchécoslovaquie, en son absence et dans son dos, à Munich en 1938 également.

La défaite de juin 1940 était déjà inscrite à la fois dans une stratégie militaire surannée dénoncée par d'aucuns, dont un certain colonel De Gaulle et dans un état d'esprit, sinon pro fasciste, du moins lâche et capitulard, entretenu et revendiqué par les zéloteurs du compromis, les maniaques de l'abaissement qui, sous prétexte sans cesse allégué de « sauver l'essentiel » s'enlisent dans les boues insondables de la dépendance sans jamais fixer de seuil aux concessions que volontairement ils acceptent ; quand même ils savent

que cet engrenage a pour fin avouée de les broyer. Comment ne pas se souvenir des terribles propos de Winston Churchill au lendemain de Munich : « vous avez voulu éviter la guerre au prix du déshonneur. Vous avez le déshonneur et vous aurez la guerre ».

Les appels de juin 1940 ont suscité un souffle d'espoir dans l'effondrement général, même chez ceux qui ne se faisaient pas la même « idée de la France » que cet obscur général au nom prédestiné ! Que dire de ces deux visions d'avenir que tout oppose ? Celle de Pétain qui osa affirmer, en totale dénégation de l'idéal républicain et de la France de 1789, le 11 octobre 1940 : « le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes » et celle de de Gaulle qui réaffirma l'idéal républicain, le 8 juillet 1941 : « nous voulons que l'idéal séculaire français de liberté, d'égalité, de fraternité soit désormais mis en pratique chez nous, que chacun ait, au départ de son activité sociale, des chances égales à celles de tous les autres, que chacun soit respecté par tous et aidé s'il en ait besoin. »

Aujourd'hui encore, l'appel du 18 juin 1940 est l'émanation de l'éternel appel des hommes à la justice, c'est-à-dire l'effort d'être digne, toutes choses qu'ignorent les tenants de l'ordre économique établi, les besogneux de la tiédeur, de la compromission, du mépris du peuple, ceux qui transforment en dogme l'aliénante puissance de l'argent et de la force brutale. Avec le 18 juin est posé en clair le principe d'une libération permanente, toujours d'actualité car toujours inachevée, depuis celle qui libéra la France de la servitude, restaurant les libertés fondamentales, donnant enfin le droit de vote aux femmes. Quoi de plus actuel que de transposer dans l'environnement politique, économique, social, international qui est le nôtre, la réponse sans nuances que fit de Gaulle aux éternels fossoyeurs de l'idéal de la déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Cela ouvre un autre débat : qu'est ce qui fait qu'un régime ou un gouvernement soient légitimes ? Cinq ans de guerre et la libération, entre autres, du territoire national confirmeront la légitimité de l'appel à la résistance et au combat ; puis le suffrage universel confirmera la légalité du nouveau pouvoir instauré en août 1944. Gouvernement qui connaîtra sa reconnaissance universelle en participant à la signature de l'acte de capitulation du 8 mai 1945.

Il y a 75 ans, le 8 mai 1945 donc, l'Allemagne nazie capitulait sans conditions ; mettant ainsi un terme à 6 années de guerre, d'horreurs et de crimes contre l'Humanité comme jamais la Terre n'en avait vécu ! Aujourd'hui, rassemblés autour de ce monument aux morts, nous voulons nous recueillir. Nous voulons honorer la mémoire de ceux qui sont morts pour la Patrie, notre pays, la France. Éternelle reconnaissance à nos aînés qui surent aller jusqu'au sacrifice ultime pour notre Liberté. En combattant les armes à la main ou assassinés dans les sinistres geôles, ou encore dans les camps de déportation et d'extermination, sinon dans une fosse.

Mais il s'agit ici bien plus que de célébrer la victoire des Alliés, la victoire de la France sur l'Allemagne. Non ! Il s'agit de fêter la libération de l'Europe du joug fasciste, de la barbarie hitlérienne. N'oublions jamais que les premières victimes du nazisme furent d'abord les Allemands et les Autrichiens ; malheureusement suivis ensuite par bien des peuples. Des millions de personnes ne furent condamnés que parce que juifs, tziganes, slaves, homosexuels, témoins de Jéhovah, ou handicapés. Parce qu'ils osaient penser autrement, parce qu'ils étaient différents et pourtant nos frères et sœurs en humanité.

Aucun sentiment de victoire ne nous anime en ce jour ; ni de haine d'ailleurs. Mais un besoin impérieux de témoigner de ce que l'abandon des valeurs démocratiques, de ce que la lâcheté devant la haine et le racisme peuvent engendrer comme cataclysme.

Charles de Gaulle et Conrad Adenauer, dirigeants alors de deux nations qui se firent en même pas cent ans trois guerres de plus en plus terribles, de plus en plus « totales » ne s'y trompèrent pas. Ils n'eurent de cesse de travailler au rapprochement franco-allemand dont le traité de l'Elysée signé en 1963 fut à la fois une sorte de consécration et la pierre angulaire de la construction européenne.

Nous nous réunissons aussi aujourd'hui pour dire notre crainte. Un vent mauvais souffle sur l'Europe, sur le Monde. Partout en Europe, dans le Monde, les populismes ont le vent en poupe. Des nationalismes de plus en plus virulents s'expriment, se rapprochent, arrivent au pouvoir. Dans la vie quotidienne, des gens sont à nouveau victimes des mêmes relents nauséabonds de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie, de xénophobie jadis véhiculés par le nazisme, le fascisme. Des cimetières sont profanés, des gens agressés pour leur religion ou leur athéisme, pour la couleur de leur peau ; des synagogues, des mosquées, des églises, des temples maçonniques sont saccagés comme il y a 75 ans ! *Le ventre de la bête immonde est encore fécond (Berthold Brecht)*. Au nom d'un antiracisme mal compris et d'une idéologie basée sur le communautarisme, la portée universelle de la Déclaration des droits de l'Homme, posant le primat de l'égalité des droits et des devoirs de toutes et de tous, est de plus en plus combattue, bafouée.

Nous sommes donc rassemblés ici pour dire notre reconnaissance à tous ces combattants de 1939-1945 qui ont libéré l'Europe de la dictature. Nous sommes rassemblés ici pour témoigner de notre fidélité à leur combat et proclamer notre attachement aux valeurs universelles de la République, à ces belles valeurs de liberté d'expression et de croyances ; d'égalité de droits et de devoirs pour tous ; de fraternité entre tous les êtres humains.

Vive la République, vive la France

Jean-Joseph Feltz  
Lieutenant-colonel (réserve citoyenne)